

Le marché du carbone, une dérive politique du NPD et de la gauche 29 avril 2011 par Michel Pruneau

Dans la foulée des Accords de Kyoto et des différents sommets internationaux sur le réchauffement climatique, tous les partis politiques de l'aile gauche canadienne (du parti Libéral, plus au centre, en passant par le NPD, le Bloc québécois et le parti Vert) ont intégré le projet de mettre en œuvre des mécanismes de limitation des émissions de CO<sub>2</sub>. Ces orientations politiques en faveur du développement d'un marché du carbone ont été abordés à la toute fin de la campagne électorale et les différentes positions sur cette question complexe sont rapportées par La Presse [ici](#) et par Le Devoir [ici](#).

Depuis que le GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) a incriminé le CO<sub>2</sub> comme étant le principal responsable du réchauffement planétaire, nous considérons que l'activité humaine est une menace à la survie de l'humanité. Plusieurs citoyens poursuivent donc le raisonnement et entretiennent l'idée que la croissance économique est responsable de la destruction de la planète. Puisque l'humanité et la planète nous tiennent tous à cœur, une importante confusion règne dans les esprits à propos des mesures que nous pouvons adopter afin de limiter les émissions de CO<sub>2</sub>, sans détruire notre système économique fondé sur les libertés individuelles structurées par des règles démocratiques.

Le marché actuel du carbone

Le marché du carbone a initialement été conçu dans le but de récompenser les entreprises et les gouvernements qui s'efforceraient de réduire leurs émissions de CO<sub>2</sub>. Ce marché, initié sur une base volontaire, permet aux entreprises qui réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre d'obtenir des crédits carbonés, qui peuvent financer des projets de développement durable ou être vendus à des entreprises qui dépassent leurs quotas de CO<sub>2</sub>. Cependant, en plus d'être inefficace pour la réduction des gaz à effet de serre, le système ne fonctionne pas. L'état actuel du marché parle de lui-même :

- Suite à l'effondrement progressif du prix de la tonne de carbone (entre 5 et 10 sous la tonne à la fin de 2010) la Bourse climatique de Chicago (Indice CCX), fondée par Al Gore a fermé ses portes.

- Coentreprise de la Chicago Climate Exchange, le Marché climatique de Montréal (MCeX) gère les échanges de crédits carbonés entre quelques entreprises qui participent à ce marché sur une base volontaire.

- La Bourse climatique européenne, après plusieurs effondrements, s'est surtout fait connaître pour les attaques informatiques et les tentatives de détournement de fonds dont elle a été l'objet. Pour ces raisons, elle a suspendu ses activités au début 2011.

## **Les dérives politiques**

Alors que son parti monte dans les sondages, Jack Layton se voit dans l'obligation de défendre ses rêves politiques. C'est ainsi qu'il a déclaré le 22 avril dernier qu'il comptait percevoir 3,6 milliards de dollars auprès des entreprises les plus émettrices de CO<sub>2</sub>, dès sa première année au pouvoir. Les libéraux, qui semblent accorder de la valeur à ces systèmes altermondialistes, depuis que Stéphane Dion en a fait un combat personnel, affichent un réalisme presque solidaire en considérant simplement que l'échéancier du bon Jack serait plutôt irréaliste.

Pour sa part, le Bloc québécois, qui utilise depuis des années le protocole de Kyoto comme une autre vertu québécoise, se retrouve tout à coup dépassé sur sa gauche par un parti qui compte mettre en œuvre des orientations économiques qu'il valorise pourtant. Maintenant qu'elles émergent dans la réalité, le porte-parole du Bloc en environnement, Bernard Bigras, avise son adversaire, qui souhaite fixer à 45\$ le prix de la tonne de carbone, que : «C'est un chiffre un peu gonflé, car le marché du carbone bat de l'aile présentement.» Dans l'état actuel du marché du carbone, tous les chiffres apparaîtraient gonflés!

En réalité, il est impossible de décider unilatéralement de la valeur de la tonne de CO<sub>2</sub>, sans nous pénaliser lourdement au plan économique. À cet égard, les partis de gauche font malheureusement la preuve qu'ils ne sont pas prêts à gouverner.

## **Le mensonge de la décroissance conviviale**

Au-delà du fait que la population a déjà compris que ces mécanismes de « contrôle » des émissions du carbone constitueraient de nouvelles taxes déguisées en projet écologique, les partis politiques qui s'inscrivent dans ce courant de pensée du « sauvons la planète » devraient réaliser que ce genre de réforme économique ne peut absolument pas se réaliser de façon isolée.

Ces réformes climatiques décrétées en haut lieu, et dont le caractère socialiste est évident, ne peuvent s'inscrire que dans un projet de Nouvel ordre mondial où toutes les économies du monde seraient soumises à des mesures de décroissance économique globale. Ceux qui pensent vraiment que ces mesures se traduiraient par le développement des pays en voie de développement méconnaissent les dérives de l'aide internationale ainsi que les conséquences déprimantes de ces véritables tutelles sur le dynamisme économique de ces pays.

Dans nos pays occidentaux, comment pourrions-nous prendre le risque de saborder l'économie de marché, en nous obligeant à limiter nos émissions de CO<sub>2</sub>, alors que le Président Obama a renoncé à faire adopter la loi du Cap and Trade aux États-Unis? Est-ce que Jack Layton pense vraiment pouvoir imposer ces mesures de limitation de l'économie canadienne sans tenir compte des dispositions du géant américain? Si oui, il est bien plus dangereux que Stephen Harper.

Lorsque l'économie mondiale est entrée en récession, suite à la crise financière de 2008, les projets politiques de Nouvel ordre mondial se sont estompés. Le sommet de

Copenhague a enterré ce rêve irréalisable et au sommet de Cancun les environnementalistes se sont réorientés vers des mesures plus concrètes pour améliorer l'environnement.

Il faut comprendre que les adeptes purs et durs de l'environnement sont heureux lorsque l'économie mondiale est en décroissance. Cette régression de l'activité humaine leur donne l'impression de s'approcher de leurs objectifs. Pour les plus convaincus, lorsque l'économie bat de l'aile, c'est la Terre qui en bénéficie. Dès que l'économie mondiale sera remise sur ses rails, ils réapparaîtront pour défendre leur projet qui implique même une décroissance démographique. À cet effet, le scientifique James Lovelock considère que l'humanité devrait se limiter au plus à un milliard de personnes. Puisque nous serons neuf milliards en 2050, il faudrait qu'il ait le courage politique de nous dire comment nous pourrions effectuer cette soustraction. En fait il y a déjà pensé, et il considère que la Terre elle-même s'en chargera. Nous ne pouvons que regretter que des adultes en position d'éducateur abreuvent les jeunes de ces idées délétères.

Ces éléments de politique fiction n'ont certainement rien à voir avec la bonne volonté de Jack Layton, mais si le NPD espère vraiment prendre le pouvoir un jour, il devra réfléchir aux effets des politiques inspirées du Nouvel ordre mondial. Je n'en citerai qu'une seule, sans doute la plus lourde de conséquences: Les politiques de plafonnement des émissions de CO2 devraient également être imposées aux pays émergents comme La Chine, l'Inde et le Brésil. Puisque la limitation locale du CO2 n'aurait aucun effet global, en pénalisant seulement ceux qui s'imposent cette réduction, une telle mesure devrait reposer sur des politiques extérieures agressives pour que tous les pays respectent les plafonds d'émissions de carbone. Ce scénario impliquerait que des sanctions commerciales s'exercent contre les pays émergents qui tenteraient de poursuivre leur développement. Que devons-nous penser lorsque l'un des principaux rédacteurs des rapports du GIEC, le scientifique et grand adepte de la décroissance, Michael Oppenheimer déclare: « Le seul espoir pour le monde est de s'assurer qu'il n'y ait pas d'autres États-Unis... Nous devons stopper ces pays du tiers-monde là où ils sont. »

Ceux qui croient que la Terre est véritablement menacée iraient-ils jusqu'à défendre leur politique de décroissance par les armes? Avec le recul, plusieurs observateurs considèrent que les crédits carbonés constituent en fait de véritables droits de polluer accordés aux entreprises et aux pays les plus riches. Ces politiques impliquent également l'enclassement structurel des pays pauvres dans une mendicité économique permanente.

### **Pour un développement responsable**

Le scientifique suédois Bjorn Lomborg considère que, si les prédictions liées au réchauffement de la planète sont exactes, les mesures préconisées par les Accords de Kyoto coûteraient au moins 150 milliards de dollars par année et auraient pour effet, à la fin du présent siècle, de repousser de six années les conséquences néfastes appréhendées. Ces propositions sont donc irrecevables d'un simple point de vue logique.

En continuité avec les capacités d'adaptation de l'être humain, nous devons relever les défis de l'avenir en misant sur notre développement économique et technologique. En ce sens, les partis politiques de gauche doivent abandonner les rêveries dangereuses de Nouvel ordre mondial en travaillant à accroître la richesse collective qui assurera notre capacité de nous adapter et de poursuivre l'évolution. De cette façon, leurs préoccupations pour une plus grande justice sociale et pour une meilleure répartition des richesses pourront s'incarner dans un projet politique positif et recevable.

À cet effet, il est plus que regrettable que la dérive écologique actuelle nous entraîne vers l'idée absurde que l'être humain est de trop sur la planète. Actuellement, comme le dit le philosophe français Michaël Foessel : « L'idée de catastrophe s'est substituée à celle de progrès. » Fort heureusement, la vie démocratique nous permet encore de refuser cette idée toxique.

En ce qui concerne les partis politiques qui tentent de séduire la population en faisant croire qu'ils prendront la responsabilité de changer le climat de la Terre, cet engagement irrationnel deviendra immanquablement un boulet qui les empêchera d'exercer le pouvoir. Par conséquent, l'environnement ne gagnera rien à cet exercice.